

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Centre administratif de Bourran
ZAC de Bourran
9 rue de Bruxelles
12000 Rodez

Rodez, le 22/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS LISI AEROSPACE-BLANC AERO INDUSTRIES

ZA de la Glèbe - 305 Rue de la Murette
LA ROUQUETTE - CS 80298
12202 Villefranche-De-Rouergue

Références : -

Code AIOT : 0006810697

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/10/2025 dans l'établissement SAS LISI AEROSPACE-BLANC AERO INDUSTRIES implanté ZA de la Glèbe 12200 La Rouquette. L'inspection a été annoncée le 02/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS LISI AEROSPACE-BLANC AERO INDUSTRIES
- ZA de la Glèbe 12200 La Rouquette
- Code AIOT : 0006810697
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Le groupe LISI Aerospace produit des éléments de fixation (vis, écrous...) pour les moteurs et des pièces d'assemblage pour l'aéronautique. Les fixations moteurs représentent environ 42% de cette production, sensiblement du même ordre de grandeur que la part relative aux fixations cellules, le reste étant dévolu aux pièces d'assemblage. Les principaux clients ont pour nom AIRBUS, BOEING, EMBRAER, BOMBARDIER, DASSAULT, GEAE, PRATT & WHITNEY, ROLLS ROYCE, SAFRAN, EUROCOPTER et tous les équipementiers mondiaux du secteur aéronautique.

Sur le site de Villefranche de Rouergue, LISI Aerospace exerce son activité industrielle dans le domaine de la fixation pour l'aéronautique.

Le site est autorisé par l'arrêté préfectoral du 29 mai 2025, complété par l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 août 2017.

Il relève du statut SEVESO seuil bas pour ses activités de traitement.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Fluides frigo/SAO/GESF

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Canalisation des émissions	Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 8	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
2	Respect des VLE - conformité des rejets	Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 9.1 - I	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	COV à mention de danger - substitution	Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 9.1 – II	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	COV à mention de danger - valeur limite	Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 9.1 – II	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Plan de gestion des solvants (PGS)	Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 10-1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Surveillance des rejets - mesures périodiques	Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 10.1	Sans objet
7	Contrôle d'étanchéité	Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-79 et R.543-81	Sans objet
8	Fiches d'intervention	Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-82	Sans objet
9	Vignettes	Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-79-1	Sans objet
10	Règlement F-Gaz : Etiquetage	Règlement européen du 16/04/2014, article Art. 12 Règlement F-GAZ	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a porté sur les émissions de composés organiques volatils (COV) et sur la gestion des fluides frigorigènes.

L'exploitant suit de manière rigoureuse les substances et mélanges qu'il utilise en détaillant les différentes phases de risques associées à chaque substance.

En ce qui concerne les émissions de COV

L'exploitant contrôle les substances définies dans son arrêté préfectoral selon les VLE et les fréquences prescrites dans cet arrêté.

Le site étant soumis de par son activité à la rubrique 1978, l'exploitant doit également respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel associé : les prescriptions à respecter sont les plus strictes entre celles de son arrêté préfectoral et celles de l'arrêté ministériel.

L'exploitant a déposé un porter à connaissance demandant des modifications de certaines des prescriptions applicables relatives au rejets atmosphériques. Ce porter à connaissance est en cours d'instruction. L'exploitant devra le compléter en apportant la liste exhaustive des points de rejets du site avec les caractéristiques associées.

L'installation est soumise à l'obligation de réalisation d'un plan de gestion des solvants qui sert de support à la déclaration annuelle des émissions de COV . Le plan examiné comporte plusieurs erreurs significatives qu'il conviendra de corriger pour la version 2025.

En ce qui concerne les fluides frigorigènes

Sur les quelques équipements vérifiés par l'inspection, la gestion des contrôles est rigoureuse. Les contrôles d'étanchéité sont notamment réalisés à la fréquence requise.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Canalisation des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Canalisation des émissions
Prescription contrôlée : Les installations susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières ou odeurs sont munies de dispositifs permettant de collecter à la source et canaliser autant que possible les émissions.
Constats : Au cours de la visite, il a pu être constaté par sondage la bonne canalisation des rejets sur les différents postes et secteurs de l'usine. L'arrêté préfectoral du site ne liste pas toutes les cheminées. L'exploitant a transmis en 2025 un porter-à-connaissance demandant l'actualisation des prescriptions du site relatives aux rejets atmosphériques et proposant une nouvelle liste de point de rejets, avec notamment l'ajout du point de rejets "41" lié au process Cethyl. Ce PAC est actuellement en cours d'instruction. Cette liste, si elle est bien plus complète que celle actuellement présente dans l'arrêté préfectoral du site, n'est cependant toujours pas exhaustive. Pas exemple, la cheminée 3, exutoire des rejets d'un bain de nettoyage de pièces à l'éthanol après passage par un filtre de charbon actif n'est pas mentionné. L'exploitant doit compléter son PAC et transmettre une liste exhaustive des points de rejets du site, avec le détail des activités concernées, des principaux produits utilisés, des caractéristiques de l'exutoire (hauteur, diamètre, débit, vitesse d'éjection), des dispositifs de traitement associés. Pour chaque point de rejet, l'exploitant précisera les valeurs limites d'émissions applicables et les paramètres et fréquences de mesures qu'il propose.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit compléter son PAC et transmettre une liste exhaustive des points de rejets du site, avec le détail des activités concernées, des principaux produits utilisés, des caractéristiques de l'exutoire (hauteur, diamètre, débit, vitesse d'éjection), des dispositifs de traitement associés. Pour chaque point de rejet, l'exploitant précisera les valeurs limites d'émissions applicables et les paramètres et fréquences de mesures qu'il propose.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Respect des VLE - conformité des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 9.1 - I
Thème(s) : Risques chroniques, Conformité des rejets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Seuils de consommation et valeurs limites d'émissions</p> <p>Les émissions de composés organiques volatils des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique n° 1978 ne dépassent pas les valeurs limites d'émission dans les gaz résiduels et les valeurs limites d'émissions diffuses, ou les valeurs limites d'émission totale, énoncées dans les annexes I et II du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site est soumis à déclaration au titre de la rubrique 2910 alinéa 8 : <i>Autres revêtements, y compris le revêtement de métaux, de plastiques, de textiles, de feuilles et de papier, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 5 t/ an. Rubrique créé en 2020.</i> A ce titre, en plus des exigences de son arrêté préfectoral, il doit respecter les prescriptions l'arrêté ministériel du 13/12/19 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1978 (installations et activités utilisant des solvants organiques) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>L'exploitant est invité à réaliser un récolement aux prescriptions de cet arrêté.</p> <p>L'exploitant a présenté les résultats des dernières mesures des rejets atmosphériques, rapport APAVE en date du 21/10/2024.</p> <p>En ce qui concerne les rejets canalisés en COV :</p> <p>1/ pour les cabines de peinture (conduits 4, 5 et 6), les valeurs moyennes mesurées en COVNM sont respectivement de 6,75 mg/Nm³, 65,48 mg/Nm³ et 29,39 mg/Nm³ pour une VLE fixée dans l'arrêté préfectoral à 70 mg/Nm³. A noter que pour qu'une VLE soit respectée, il faut que la moyenne d'une série de mesure soit en deçà de la VLE, et que chaque valeur ne dépasse pas 1,5 fois la VLE. Il serait par ailleurs intéressant que le rapport mentionne quel est le cycle en cours dans les cabines de peinture lors de la réalisation des 3 séries de mesure, afin de pouvoir mieux interpréter les résultats obtenus. L'information concernant la peinture utilisée serait également intéressante, notamment par rapport aux mesures de chrome VI réalisées.</p> <p>2/ pour le nouveau conduit 41 (process du cethyl alcool), les valeurs mesurées sont plus élevées : moyenne de 170 mg/Nm³. L'arrêté du 2/2/98 fixant une VLE maximale à 110 mg/Nm³ pour les émissions de COV si le flux horaire total des émissions (diffus + canalisé) est supérieur à 2kg/h. Dans le cadre du PAC déposé en 2025, l'exploitant demande d'être réglementé via un schéma de maîtrise des émissions. Cette demande est en cours d'instruction par l'inspection des installations classées.</p>

En ce qui concerne les émissions liées au traitement de surface, un dépassement en HCN est constaté : valeur mesurée à 1,43 mg/Nm3 pour une VLE à 1mg/Nm3.

L'exploitant a indiqué qu'un plan d'action est en place pour gérer les déchets cyanurés et que la mise en place mi-2026 d'un évapoconcentrateur devrait permettre de régénérer plus souvent les eaux de lavage et de respecter la VLE à l'émission.

L'exploitant transmettra les résultats de mesures 2025, accompagnés de justifications en cas de dépassement de VLE.

En ce qui concerne les émissions diffuses, le plan des gestion des solvants (PGS) 2024 renseigné dans GEREPE fait état :

- d'une consommation de solvants de 12 672 kg
- d'une émission totale de solvants de 12 349 kg
- d'une émission diffuse de 7 097 kg.

Le site ne respecte donc pas la VLE diffuse en COV qui ne doit pas dépasser 20% de la consommation.

Néanmoins il a été constaté pendant l'inspection des erreurs significatives dans l'élaboration du PGS pouvant remettre en cause les valeurs déclarées, cf partie dédiée du rapport.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra les résultats de mesures 2025, accompagnés de justifications en cas de dépassement de VLE.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : COV à mention de danger - substitution

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 9.1 – II

Thème(s) : Risques chroniques, Substitution des COV à mention danger

Prescription contrôlée :

II. Composés organiques volatils à mention de danger

Les substances ou mélanges auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F en raison de leur teneur en composés organiques volatils classés cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction en vertu du règlement (CE) n° 1272/2008 sont remplacés, dans toute la mesure du possible, par des substances ou des mélanges moins nocifs, et ce dans les meilleurs délais possible.

Constats :

<p>L'exploitant suit tous les produits qu'il utilise avec leur composition et les phrases de risques associées.</p> <p>Il ressort de ce tableau de suivi qu'il n'utilise pas de COV H340, ni H350i</p> <p>Avec une phrase de risques H350 : il utilise des produits contenant du formaldéhyde (environ 190kg/an en 2024) ;</p> <p>Avec une phrase de risques H360D : il utilise des produits contenant notamment du 1-méthyl-2-Pyrrolidone (pour environ 320kg/an en 2024) ;</p> <p>Avec une phrase de risques H360H : il utilise des produits contenant de l' isopropylidènephénol (pour environ 1kg/an en 2024).</p> <p>L'exploitant indique que ces produits font partie soit des peintures, soit des process homologués pour la fabrication de pièces aéronautique et/ou spatiales et sont très difficilement substituables.</p>
<p>Il est demandé à l'exploitant de détailler, dans le cadre de son plan de gestion des solvants, les quantités annuelles consommées de substances ou mélanges auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F en raison de leur teneur en composés organiques volatils classés cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction, et d'indiquer pour chaque substance ou mélange son usage et la justification de son absence de substitution possible actuellement.</p>
<p>L'exploitant utilise également des substances CMR de catégorie A ou B et notamment des produits contenant des chromates mais qui ne sont pas COV.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de détailler, dans le cadre de son plan de gestion des solvants, les quantités annuelles consommées de substances ou mélanges auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F en raison de leur teneur en composés organiques volatils classés cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction, et d'indiquer pour chaque substance ou mélange son usage et la justification de son absence de substitution possible actuellement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : COV à mention de danger - valeur limite

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 9.1 – II</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, VLE des COV à mention de danger</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les émissions des composés organiques volatils visés au premier alinéa, lorsque le débit massique de la somme des composés justifiant l'étiquetage visé audit article est supérieur ou égal à 10 g/h (en masse totale des différents composés), une valeur limite d'émission de 2 mg/Nm³ est respectée. La valeur limite d'émission se rapporte à la masse totale des différents composés.</p> <p>Pour les émissions de composés organiques volatils halogénés auxquels est attribuée, ou sur</p>

lesquels doit être apposée, la mention de danger H341 ou H351, lorsque le débit massique de la somme des composés justifiant la mention de danger H341 ou H351 est supérieur ou égal à 100 g/h (en masse totale des différents composés), une valeur limite d'émission de 20 mg/Nm³ est respectée. La valeur limite d'émission se rapporte à la masse totale des différents composés.

Constats :

Les deux substances à mention de danger les plus consommées par le site sont le Formaldéhyde et le N-méthylpyrrolidone.

Le Formaldéhyde a été mesuré lors de la campagne de mesure des rejets atmosphériques 2024 sur les 3 cabines de peinture et les valeurs mesurées sont toutes inférieures à la VLE de 2mg/Nm³ (valeurs moyennes mesurées de 0, 0 et 0,029mg/Nm³).

Le N-méthylpyrrolidone a été mesuré lors de la campagne de mesure des rejets atmosphériques 2024 sur la cabine de peinture n°4 et la valeur mesurée est inférieure à la VLE de 2mg/Nm³ (valeur mesurée de 0,33mg/Nm³).

Le rapport de mesure 2023 faisait lui état d'une concentration non conforme en N-méthylpyrrolidone sur la cabine de peinture liée à l'exutoire n°4 (10,75mg/Nm³ pour un flux de 95,29g/h).

Attention la VLE pour le N-méthylpyrrolidone est de 2mg/Nm³ et non 10mg/Nm³ (cf prescription rappelée ci-dessus).

L'exploitant justifiera pourquoi le N-méthylpyrrolidone n'est mesuré que sur la cabine numéro 4. Si cette substance est également utilisée sur les autres cabines de peinture, elle devra faire l'objet d'une mesure à l'émission sur ces cabines également.

Par ailleurs les rapports des prochaines mesures des rejets atmosphériques devront détailler si du Formaldéhyde ou du N-méthylpyrrolidone est utilisé lors des mesures. Celles-ci seront dans la mesure du possible être réalisées lors de l'utilisation de ces substances.

En cas de dépassement de la valeur de 2mg/Nm³ pour le N-méthylpyrrolidone, l'exploitant devra proposer des actions correctives.

En ce qui concerne les COV à mention de danger H341 ou H351, il s'agit principalement pour le site du Naphtalène (consommation de 120kg en 2024).

L'exploitant précisera l'utilisation de cette substance et proposera le cas échéant des mesures pour justifier de la conformité des rejets de cette substance.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant justifiera pourquoi le N-méthylpyrrolidone n'est mesuré que sur la cabine numéro 4. Si cette substance est également utilisée sur les autres cabines de peinture, elle devra faire l'objet d'une mesure à l'émission sur ces cabines également.

Par ailleurs les rapports des prochaines mesures des rejets atmosphériques devront détailler si du Formaldéhyde ou du N-méthylpyrrolidone est utilisé lors des mesures. Celles-ci seront dans la mesure du possible être réalisées lors de l'utilisation de ces substances.

En cas de dépassement de la valeur de 2mg/Nm³ pour le N-méthylpyrrolidone, l'exploitant devra proposer des actions correctives.

<p>En ce qui concerne les COV à mention de danger H341 ou H351, il s'agit principalement pour le site du Naphtalène (consommation de 120kg en 2024).</p> <p>L'exploitant précisera l'utilisation de cette substance et proposera le cas échéant des mesures pour justifier de la conformité des rejets de cette substance.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Surveillance des rejets - mesures périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 10.1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance réglementaire rejets COV
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les autres cas, des mesures périodiques sont effectuées par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au moins une fois par an si la consommation de solvants est supérieure à 1 tonne par an ; - au moins tous les 3 ans si la consommation de solvants est inférieure à 1 tonne par an. <p>Trois valeurs de mesure au moins sont relevées au cours de chaque campagne de mesures.</p>
<p>Constats :</p> <p>La périodicité de contrôle annuelle pour les rejets en COV est respectée pour les cabines de peinture et la cheminée 41 associée au process cethylalcool.</p> <p>Comme vu au point précédent, l'exploitant devra apporter les justifications sur le besoin de mesures périodiques en Nmethylpyrrolidone pour l'ensemble des cabines et en Naphtalène suivant son utilisation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Plan de gestion des solvants (PGS)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 10-1
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des solvants
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de chaque installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et lui est transmis annuellement si la consommation annuelle de solvants de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant élabore bien un plan de gestion des solvants qui lui sert à réaliser ses déclarations annuelles GEREP. Celui-ci se compose principalement d'un tableau qui reprend pour chaque produit sa teneur en COV et les quantités consommées annuellement.</p> <p>Le PGS appelle les remarques suivantes :</p>

<ul style="list-style-type: none"> - pour déterminer la teneur en COV des mélanges consommés, l'exploitant utilise les données de la FDS et reprend quasi-systématiquement les valeurs minimales des fourchettes de % en solvant mentionnées. Cette façon de faire peut sous-estimer les quantités de solvants consommées. L'exploitant peut se référer aux fiches techniques des produits qui peuvent être plus précises. - l'exploitant n'a pas tenu compte des quantités de solvants potentiellement présentes dans les déchets (ses émissions totales et diffuses sont donc sur-estimées) ; - l'exploitant utilise la valeurs mesurées en COV totaux en "équivalent carbone" dans les rejets atmosphériques. Les valeurs mesurées doivent être converties en masses des COV réellement présents pour pouvoir être utilisées dans le bilan PGS. <p>Au delà de la correction de ces erreurs significatives, l'exploitant doit en complément de son tableau de calcul, détailler et expliciter les calculs qu'il réalise et doit justifier les hypothèses qu'il retient (ex % de solvant dans les différents types de déchets)...</p> <p>Le PGS 2025 devra prendre en compte ces corrections et recommandations.</p>
--

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le PGS 2025 devra prendre en compte les corrections des erreurs détectées (% de solvants considérés, déduction des quantités de solvants dans les déchets, corrections des mesures exprimées en COV "équivalent carbone") ...</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 7 : Contrôle d'étanchéité

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-79 et R.543-81</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Fluides frigorigènes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art. R.543-79 du code de l'environnement</p> <p>Le détenteur d'un équipement dont la charge en HCFC est supérieure à deux kilogrammes, ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à cinq tonnes équivalent CO2 au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, fait procéder, lors de la mise en service de cet équipement, à un contrôle d'étanchéité des éléments assurant le confinement du fluide frigorigène par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des États membres de l'Union européenne et traduit en langue française.</p> <p>Ce contrôle est ensuite périodiquement renouvelé dans les conditions définies par arrêté du ministre chargé de l'environnement. Il est également renouvelé à chaque fois que des modifications ayant une incidence sur le circuit contenant les fluides frigorigènes sont apportées à l'équipement.</p> <p>Si des fuites de fluides frigorigènes sont constatées lors de ce contrôle, l'opérateur responsable du contrôle en dresse le constat par un document qu'il remet au détenteur de l'équipement, lequel prend toutes mesures pour remédier à la fuite qui a été constatée. Pour les équipements contenant plus de trois cents kilogrammes de HCFC ou plus de 500 tonnes équivalent CO2 de HFC ou PFC, l'opérateur adresse une copie de ce constat au représentant de l'État dans le département ou à l'Autorité de sûreté nucléaire si ces équipements sont implantés dans le périmètre d'une installation nucléaire de base telle que définie à l'article L. 593-2.</p>

<p>Art. R.543-81 du code de l'environnement</p> <p>Un arrêté du ministre chargé de l'environnement fixe la périodicité et les conditions des contrôles d'étanchéité des équipements.</p> <p>AM du 29/02/2016</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a pu présenter une liste des équipements du site comprenant des fluides frigorigènes. Cette liste reprend l'équipement, le type de fluide, la quantité de fluide et le tonnage équivalent CO2.</p> <p>Deux équipements ont été sélectionnés par sondage et pour ces deux équipements il a été vérifié la réalisation des contrôles d'étanchéité :</p> <p>1/ Groupe eau glacé 2 TRANE, fluide R-134a, charge de 80kg, soit 114,4 t eq CO2</p> <p>Pour ce groupe l'exploitant a pu présenter le certificat de contrôle de l'étanchéité périodique réalisé en juin 2025.</p> <p>Il a transmis par mail en date du 6/11/25 les certificats pour les deux contrôles semestriels de 2024 (05/06/24 et 19/12/24).</p> <p>Les contrôles n'ont pas mis en évidence de fuite. Les certificats sont datés et signés de l'opérateur. La signature du détenteur est manquante sur un des certificats.</p> <p>L'exploitant doit être vigilant à bien prendre connaissance et signer les certificats d'étanchéité.</p> <p>2/ VRV LTOD 42922, fluide R-410A, charge de 3,4kg, soit 7,09 teq CO2</p> <p>Pour ce groupe l'exploitant a pu présenter le certificat de contrôle de l'étanchéité périodique réalisé en mars 2025. Il a transmis par mail en date du 6/11/25 le certificat pour le contrôle annuel de 2024 (21/03/24).</p> <p>Les contrôles n'ont pas mis en évidence de fuite. Les certificats sont datés et signés de l'opérateur et du détenteur.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Fiches d'intervention

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-82</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Fluides frigorigènes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art. R. 543-82 du code de l'environnement</p> <p>L'opérateur établit une fiche d'intervention pour chaque opération nécessitant une manipulation des fluides frigorigènes effectuée sur un équipement.</p> <p>Pour tout équipement dont la charge en HCFC est supérieure à trois kilogrammes ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à 5 tonnes équivalent CO2 au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, cette fiche est signée conjointement par l'opérateur et par le détenteur de l'équipement qui conserve l'original. L'opérateur et le détenteur de l'équipement conservent un exemplaire de cette fiche pendant au moins cinq ans à compter de la date de signature de la fiche et le tiennent à la disposition des opérateurs intervenant ultérieurement sur l'équipement et de l'administration.</p> <p>Un arrêté du ministre chargé de l'environnement fixe le contenu et précise les conditions d'élaboration et de détention de la fiche d'intervention mentionnée ci-dessus. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux opérations de récupération de fluides frigorigènes effectuées sur les équipements hors d'usage soumis aux dispositions des articles R. 543-156 à R. 543-165 ou aux dispositions des articles R. 543-179 à R. 543-206.</p>

Art. 11 de l'AM du 29/02/2016
<p>Constats :</p> <p>Pour les deux équipements sélectionnés par sondage les fiches d'interventions ont été présentées.</p> <p>Les certificats sont datés et signés de l'opérateur. La signature du détenteur est manquante sur un des certificats (1er semestre 2024 pour le groupe Trane) sur les 6 consultés.</p> <p>L'exploitant doit être vigilant à bien prendre connaissance et signer les certificats d'étanchéité.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Vignettes

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-79-1
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides frigorigènes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art. R.543-79-1 du Code de l'environnement</p> <p>À compter du 1er juillet 2016, le contrôle d'étanchéité des équipements est attesté par l'apposition d'une marque de contrôle. Lorsque des fuites sont constatées lors du contrôle d'étanchéité de l'équipement et que leur réparation ne peut être faite immédiatement, il est apposé sur l'équipement une marque dite de défaut d'étanchéité. Ces deux marques et les conditions de leur apposition sont définies par arrêté du ministre chargé de l'environnement.</p> <p>Art. 6 et 7 de l'AM du 29/02/2016</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a pu être vérifié la bonne présence des vignettes vertes attestant du contrôle et indiquant la date du prochain contrôle requis, sur les deux équipements examinés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Règlement F-Gaz : Etiquetage

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/04/2014, article Art. 12 Règlement F-GAZ
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides frigorigènes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 12 du règlement du 16/04/14</p> <p>1. Les produits et équipements qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés ou qui en sont tributaires ne sont pas mis sur le marché s'ils ne sont pas étiquetés. Ceci s'applique uniquement :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) aux équipements de réfrigération ; b) aux équipements de climatisation ; c) aux pompes à chaleur ; d) aux équipements de protection contre l'incendie ; e) aux appareils de commutation électrique ; f) aux générateurs d'aérosol contenant des gaz à effet de serre fluorés, à l'exception des inhalateurs doseurs destinés à l'administration de produits pharmaceutiques ; g) à l'ensemble des conteneurs de gaz à effet de serre fluorés ;

- h) aux solvants à base de gaz à effet de serre fluorés ;
- i) aux cycles organiques de Rankine.

[...]

3. L'étiquette requise en vertu du paragraphe 1 comporte les informations suivantes :

- a) une mention indiquant que le produit ou l'équipement contient des gaz à effet de serre fluorés ou qu'il en est tributaire ;
- b) la nomenclature acceptée par l'industrie pour les gaz à effet de serre fluorés concernés ou, à défaut, le nom chimique ;
- c) à compter du 1er janvier 2017, la quantité, exprimée en poids et en équivalent CO₂, de gaz à effet de serre fluorés contenue dans le produit ou l'équipement, ou la quantité de gaz à effet de serre fluorés pour laquelle l'équipement est conçu et le potentiel de réchauffement planétaire de ces gaz.

Constats :

Il a pu être constaté sur le groupe Trane lors de la visite le bon étiquetage de l'équipement avec l'ensemble des éléments requis (contient des fluide frigorigène, nom du fluide, capacité et équivalent CO₂).

Pour le groupe froid Clim LTOD, l'étiquette était manquante mais trouvée au sol à proximité de l'équipement.

Par mail en date du 18/11/2025, l'exploitant a envoyé une photo justifiant de la remise en place de l'étiquetage.

Type de suites proposées : Sans suite